

Gilets jaunes et pouvoir d'achat : une idée à 121 milliards d'euros

121 milliards d'euros c'est selon la Cours des comptes les primes au solaire photovoltaïque et à l'éolien qu'il nous reste à payer pour financer les contrats signés avant 2017 (Rapport « soutien aux renouvelables », mars 2018). Une somme incroyable ! Un moratoire immédiat sur ces aides ferait économiser 4000 euros par ménage français !

Revenir sur des engagements

Aucun gouvernement, certes, n'aime revenir sur des engagements, même sur ceux pris par ses prédécesseurs. Mais l'Espagne l'a bien fait, en décrétant le même type de moratoire dès 2013, alors que le pays (dont l'énorme dette publique est comme chez nous de l'ordre de 100% du PIB) ne maîtrisait plus la bulle spéculative et les surcoûts créés par ses financements trop incitatifs à l'éolien et au photovoltaïque.



Certes la décision espagnole a fait des mécontents, certains ont même gagné leurs procès en compensation, mais le rééquilibrage a fait gagner des milliards d'euros aux petits contribuables espagnols. A nous de trouver une indemnisation équitable envers, d'une part, ceux qui verraient un contrat engageant se terminer à leur détriment (mais qui en auront bénéficié en partie, certains déjà depuis 10 ans), et, les autres, l'immense majorité des citoyens consommateurs qui ont mis la main à la poche depuis des années déjà pour financer ce système.

Un tel moratoire est-il envisageable en France ?

L'idée n'est pas de cesser de rémunérer les kWh solaires ou éoliens, ni même de leur retirer prématurément le privilège de l'obligation d'achat par EDF, privilège pourtant jugé abusif et anticoncurrentiel par les autres producteurs soumis aux lois normales de l'offre et de la demande. Pas question non plus de décourager l'autoconsommation. Il s'agit juste, après 10 ans de soutien généreux, de rémunérer les ventes désormais au juste prix (le prix de marché), et de décréter un moratoire sur le complément de rémunération dont bénéficient ces kWh renouvelables (bien au-delà du prix de marché). C'est ce complément qui est aujourd'hui supporté par les automobilistes (TICPE) après avoir été supporté par les consommateurs d'électricité (CSPE, d'ailleurs « supprimée » fin 2015 et pourtant toujours sur nos factures avec un « faux nez »).

Concernant ces confortables compléments de rémunération, la Cours des Comptes précise que « les engagements pris jusqu'à fin 2017 représenteront 121 Md€ entre 2018 et l'échéance des contrats », car ces contrats sont souvent signés pour vingt ans. Et ce chiffre de 121 Md€ pourrait bien doubler si l'annonce du chef de l'Etat de tripler à l'avenir le nombre de capteurs solaires PV et d'éoliennes se réalisait. Sur fond de crise des gilets jaunes il serait temps, pour notre pouvoir d'achat, d'arrêter comme en Espagne l'hémorragie.

Mais ne serait-ce pas, pourrait-on penser, au détriment du climat ?

Eh bien il se trouve que non ! C'est toute la beauté et l'ironie de nos premiers tâtonnements dans cette guerre fiscale de longue haleine contre le réchauffement climatique : les indicateurs publiés par le ministère de l'environnement montrent que les quelques 30 milliards d'euros (quand même !) que nous avons déjà dépensés depuis 8 ans pour soutenir le solaire PV et l'éolien n'ont pas eu l'effet environnemental escompté ; pire, on observe depuis maintenant 3 ans une remontée de nos émissions de CO2.

Pourquoi ? Car tous ces milliards déjà prélevés dans le porte-monnaie des consommateurs ont été largement focalisés sur l'électricité (déjà dé-carbonée, un avantage sur l'Espagne) au lieu de les utiliser à réduire les deux causes essentielles des émissions de CO2 de notre pays : l'essence et le gazole de nos transports, et le gaz et le fuel de nos chauffages.

Si, comme l'affirment désormais de nombreux spécialistes, il y a bien un lien entre les problèmes de gestion de l'intermittence des renouvelables électriques et nos émissions de CO2, un moratoire sur ces 121 milliards (qu'il reste à prélever dans nos portemonnaies) serait donc doublement gagnant : pour le pouvoir d'achat des plus modestes et pour le climat.

Une transition énergétique sans perte de pouvoir d'achat, c'est possible

D'autres solutions existent pour retrouver du pouvoir d'achat. Les plus efficaces dans le domaine de l'énergie sont parfois les plus simples, celles qui sont sous nos yeux et que nous avons oubliées.

La bulle spéculative des renouvelables électrogènes nous avait un instant éblouis, mais elle nous coûte très cher, pour une efficacité écologique quasi nulle, faisant dire à la Cours des Comptes qu'il convient désormais d'inverser le « net déséquilibre entre les renouvelables électriques et les renouvelables thermiques » en faveur des derniers, bien moins coûteux et pourtant bien plus efficaces pour l'environnement.

Parmi ces décisions simples, génératrices de pouvoir d'achat, il faut en saluer une, prise récemment par le Président de la République, celle de prolonger la durée de vie de nos réacteurs nucléaires, qui, malgré les dépenses de grand carénage et, demain, de démantèlement déjà provisionné, demeurent (et de loin) le meilleur moyen dans notre pays pour regonfler nos portemonnaies. Les 14 réacteurs les plus anciens voient désormais leur programme d'arrêt étalé jusqu'en 2035, voire plus tard si aucune alternative efficace ne voit le jour d'ici là, ou bien sûr plus tôt si leur obsolescence technique le justifiait.

Même l'ADEME, qui semble manquer cruellement de compétences dans une énergie nationale pourtant responsable des trois quarts de notre électricité, reconnaît que le nucléaire est trop compétitif pour les renouvelables, écrivant dans son rapport de décembre 2018: « une prolongation trop forte du nucléaire historique maintiendrait les prix de marché bas et déséquilibrerait la rentabilité de tous les moyens de production » ; ou encore lorsque son président, s'intéressant, une fois n'est pas coutume, au pouvoir d'achat des français, écrit qu'il serait bon de s'appuyer sur « une prolongation mesurée du parc nucléaire pour modérer le coût de cette transition ». Le bon sens, il faut s'en réjouir, finira peut-être par l'emporter sur les modes et les fausses peurs.

Aucune solution énergétique n'est parfaite, donc choisissons les meilleures

Connaissez-vous un moyen parfait de production d'électricité ? A savoir : plus compétitif que ceux en service en 2018 ; ne nécessitant pas de prélever des subventions dans la poche des citoyens ; moins polluant, produisant moins de déchets et ayant fait la preuve qu'il faisait moins de victimes que les autres (gaz, charbon, pétrole, hydraulique, photovoltaïque et éolien compris) ; non intermittent ; capable de stabiliser fréquence et tension du réseau ; nécessitant 100 fois moins de place que les EnR ; créant de l'indépendance, des emplois et du pouvoir d'achat national (non importé pour 95% de ses besoins) ; n'émettant pas de CO₂ ? Ça n'existe pas ?

Pourtant si ! La réponse est : Fessenheim ; reconnue comme la centrale la plus sûre de France par l'Autorité de Sureté Nucléaire (ASN), centrale qui pouvait aspirer désormais à couler de belles années à générer du pouvoir d'achat grâce à son électricité la moins chère du pays. Là aussi, pour les gilets jaunes les plus modestes, un moratoire sur la condamnation de cette centrale « non coupable » serait bienvenu, plutôt que le gaspillage de plusieurs milliards d'argent public que coûterait un arrêt, malheureusement décidé mais non justifié.

C'est le président de l'ASN qui a dit « Fessenheim est la centrale d'EDF qui présente les meilleurs résultats en termes de sûreté d'exploitation », et « il y a longtemps qu'une centrale d'EDF n'avait pas présenté un tel niveau de performances d'exploitation » (Le Figaro, 26/10/2018). Soyons fiers de ses exploitants, dont plusieurs « gilets jaunes ».

Abandonner l'arrêt de Fessenheim rapporterait plus que le retour à l'ISF, et sans les risques de représailles par évasion fiscale qui accompagneraient son rétablissement (réclamé lui aussi par certains « gilets jaunes »). A l'inverse, c'est l'arrêt de Fessenheim qui coûtera au contribuable français les lourdes indemnités que ne manqueront pas de réclamer les participants étrangers actionnaires dans cette très rentable centrale (l'électricien allemand EnBW et les électriciens suisses Axpo, Alpiq et BKW en détiennent 32,5%).

Pour un pays endetté, pourquoi faire cher et compliqué quand on peut faire simple tout en créant de la valeur ?

Avec leur propre contexte énergétique, légèrement différent du nôtre, nos voisins espagnols ont su rectifier à temps leur mauvaise trajectoire. A nous il aura fallu attendre le ras le bol des « gilets jaunes » (merci à eux) pour que deviennent enfin audibles les alertes de la Cours des Comptes, de l'Académie des Sciences, tout comme celles des lanceurs d'alerte citoyens de la FED (Fédération Environnement Durable), de SLC (Sauvons le Climat), de l'AEPN (Association des Ecologistes pour le Nucléaire) ou de l'ARSCA (notre association, qui défend les énergies durables et le pouvoir d'achat).

Jean-Luc Salanave, le 21/12/2018
Professeur à l'Ecole Centrale, spécialiste de l'énergie